

POUR UNE DÉMOCRATIE SUBSTANTIVE

EDITO PAR SIMON BARRAL



Cinq ans après sa prise de pouvoir par la force en Guinée, Mamadi Doumbouya tonnait à la tribune de l'ONU : « *l'Afrique souffre d'un modèle de gouvernance qui lui a été imposé. (...) Ce modèle démocratique que vous nous avez si insidieusement et savamment imposé, ne marche pas* ». Dont acte : il a depuis interdit toutes manifestations, contraint à l'exil les leaders de l'opposition, et organisé une répression féroce.

Son discours trouve un écho parmi les juntes militaires du Sahel, les autocrates aspirant à masquer leurs échecs et à **maquiller leur quête de pouvoir en aspiration « décoloniale »**. Souvent appuyé par des campagnes coordonnées de désinformation, le syllogisme est simple : si les problèmes

sociaux-économiques ou sécuritaires persistent malgré la présence de la démocratie, c'est donc que ce système politique est incapable de les résoudre.

Ces fossoyeurs de la démocratie profitent de son application cosmétique, sous la forme d'un « **multipartisme administratif** » comme l'écrit Achille Mbembe, pour rejeter le modèle plutôt que de l'appliquer effectivement. Ils s'imposent à leurs concitoyens comme le contre-modèle et la solution providentielle : face à la démocratie "imposée", le putsch libérateur.

Si ce discours porte, c'est aussi qu'il s'appuie sur une **frustration populaire légitime**. Mais cette amertume vise **moins la démocratie en soi que la forme qu'elle a prise**. Si l'on interroge ceux qui vivent dans une démocratie fonctionnelle, dans leur très grande majorité ils ne voudraient pas vivre en autocratie, de même que ceux qui vivent dans des pays autoritaires aspirent, silencieusement ou non, à la **démocratie : ces derniers souvent votent avec leurs pieds** pour quitter les régimes autoritaires, prêts à quitter leur foyer en quête de liberté. Ce désir universel explique que même les autocrates cherchent à préserver les apparences de la démocratie : la présence d'une constitution (modifiable selon leur bon vouloir), d'institutions, d'une constitution (modifiable selon leur bon vouloir), d'institutions (sans indépendance réelle envers l'exécutif), et surtout la grande consécration des élections (jusqu'à Mamadi Doumbouya, qui avait juré ne jamais se porter candidat).

La démocratie suscite à la fois une frustration, tant elle semble décevoir dans ses modalités et dans sa capacité à améliorer concrètement la vie des gens ... et une adhésion unanime à ce système qui, pour reprendre Churchill, « *est le pire des régimes, à l'exception de tous les autres.* »

La souveraineté populaire, la délibération collective et la limitation du pouvoir ne sont pas des propriétés culturelles de l'Occident, mais des aspirations humaines fondamentales que l'on retrouve, sous des formes diverses y compris dans de nombreuses traditions politiques africaines (chefferies consultatives, palabres, conseils d'anciens, mécanismes communautaires de décision).

Ce qui peut être importé, et parfois mal adapté, ce sont des **modèles institutionnels copiés sans enracinement local**. La démocratie n'est pas un régime unique applicable partout avec les mêmes modalités institutionnelles figées, et qui fonde les élections comme unique pilier de sa vitalité.

POUR UNE DÉMOCRATIE SUBSTANTIVE

EDITO DE SIMON BARRAL

Les formes doivent être **décidées par les citoyens eux-mêmes**, mais s'appuient sur des principes universellement recherchés : la réalité des contre-pouvoirs, le devoir de rendre des comptes des dirigeants, la recherche de justice sociale, le pluralisme politique, la liberté d'expression, l'accès à des sources d'information libres et pluralistes et l'inclusion le plus large possible des citoyens et de la société civile dans les décisions qui les affectent.

Pour reprendre les mots de penseurs comme Robert A. Dahl et Amartya Sen, il faut **passer d'une démocratie procédurale à une démocratie substantive**, pour qu'elle devienne à la fois une fin (réaliser la liberté politique) et un moyen (permettre d'améliorer la justice sociale et de corriger les politiques publiques grâce au débat et à la critique).

Les coups d'État justifiés au nom de l'inefficacité ou de la corruption des régimes civils ne résolvent pas le problème de fond : ils substituent à des institutions imparfaites un pouvoir concentré, moins contrôlé et plus fragile encore. Pour Gilles Yabi, les dysfonctionnements observés dans certaines démocraties africaines tiennent moins à l'idéal démocratique qu'à **la captation du pouvoir par des élites**, à la faiblesse des contre-pouvoirs et à l'insuffisante participation citoyenne.

La réponse ne serait donc pas l'abandon de la démocratie, mais son approfondissement. Des institutions adaptées aux contextes locaux, des mécanismes de contrôle plus forts, l'implication directe des citoyens, et la reconstruction de la légitimité politique par la transparence et la responsabilité ; la

reconstruction de la légitimité politique par la transparence et la responsabilité ; la démocratie non seulement comme un régime mais comme un « **état social** », selon les mots de Tocqueville.

La démocratie substantive a pour moteur **l'engagement citoyen**, et donc la capacité et la volonté des individus à s'informer, participer, veiller, y compris parfois au péril de leurs intérêts propres. Cet **élan collectif** est la condition pour que les dirigeants

politiques aient à la fois l'obligation et la capacité à mener les décisions pour lesquels un mandat leur a été confié : **améliorer les conditions de vie du plus grand nombre.**



Achille Mbembe. Crédit : © Jean Counet / Éditions La Découverte, 2017